



Programmes et approches de tutorat dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent

Rédigé par **Tina Wilchen Christensen**,
experte externe du RAN

Radicalisation Awareness Network

RAN 
Practitioners

Programmes et approches de tutorat dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent

MENTION LÉGALE

Bien que le présent document ait été élaboré pour la Commission européenne, il reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite de la présente publication. De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg : Office des publications de l'Union Européenne, 2023

© Union européenne, 2023



La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est mise en œuvre conformément à la décision 2011/833/UE du 12 décembre 2011 sur la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39). Sauf indication contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC-BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification.

Toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne peut requérir une autorisation, directement demandée auprès des titulaires des droits respectifs.

Introduction

Ce document décrit les éléments à prendre en compte pour mettre en place des programmes de tutorat dans le cadre de la réadaptation et de la réintégration des extrémistes violents (repentis) dans les sociétés européennes fondées sur la démocratie libérale.

Le terme de « réadaptation » désigne un *processus* au terme duquel les individus sont capables de mener leur vie de manière autonome et autosuffisante dans une société démocratique, sans commettre d'actes susceptibles d'entraîner un risque pour eux-mêmes ou pour la société (1).

Les approches qualifiées de « tutorat » sont de plus en plus fréquentes dans les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Certains programmes de tutorat sont conçus pour renforcer la résilience de la communauté en introduisant des dispositifs d'accompagnement par des pairs ayant pour but d'empêcher les jeunes de rejoindre des organisations extrémistes (violentes) en dispensant des conseils concernant différents aspects du processus de stabilisation. D'autres initiatives s'adressent aux détenus condamnés pour actes terroristes ou considérés comme vulnérables à la radicalisation. Elles consistent à renforcer la motivation du détenu à opter pour un mode de vie respectueux de la loi, dans des environnements non criminels et non extrémistes. Certaines démarches impliquent d'anciens extrémistes qui jouent le rôle de tuteurs et viennent en aide à d'autres personnes engagées dans un processus de sortie, de réadaptation et de réintégration.

Le tutorat est donc devenu un terme couramment utilisé dans les interventions mais il fait souvent référence à des approches, des objectifs et des publics différents. Les termes « modèles », « conseil » et « mentorat » se juxtaposent souvent car il arrive que leurs différences soient très subtiles et que les limites entre ces approches soient très floues.

Dans ce contexte, le présent document se propose d'examiner les aspects qu'il est important de prendre en compte lors de la mise en place de programmes de tutorat dans le cadre de la réadaptation :

- Qu'entend-on par « tutorat » dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et quelles sont les limites entre le travail de tutorat et les autres approches de conseil (comme le conseil à la déradicalisation et à la sortie) ?
- À quels profils de bénéficiaires ces approches de tutorat peuvent-elles s'adresser ?
- Quels critères utiliser pour choisir des tuteurs et quelles compétences doivent-ils posséder ?
- Comment constituer les couples tuteur / personne aidée ? Quels facteurs / critères peuvent donner des résultats positifs ?
- Dans quels domaines thématiques les tuteurs / personnes aidées doivent-ils être impliqués ?
- Comment intégrer des programmes de tutorat aux stratégies de réadaptation actuelles et aux autres interventions de conseil ?
- Quels sont les pièges et les difficultés à prendre en compte ?

Le présent document apporte des réponses concernant l'utilisation du tutorat comme approche de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Il décrit certains aspects à prendre en compte pour aider les praticiens travaillant dans le tutorat ou souhaitant développer un programme de tutorat s'adressant aux extrémistes (violents) de différentes affiliations et orientations idéologiques. Il aborde aussi certains des principaux pièges et problèmes qui doivent être pris en considération lorsque l'on élabore un programme.

Le document présente trois exemples destinés à la prévention secondaire et tertiaire. Le premier est l'approche danoise connue sous le nom de « modèle d'Aarhus », qui concerne les niveaux secondaire et tertiaire. Dans ce modèle, le tutorat est intégré au système de protection sociale de l'État, dont il tire aussi avantage. Le second cas est celui de l'ONG suédoise EXIT qui agit au niveau tertiaire. Il montre comment

(1) Walkenhorst et al., Manuel de réadaptation – Réadaptation des délinquants radicalisés et terroristes pour les praticiens de première ligne. https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2020-11/ran_rehab_manual_fr.pdf

un programme de sortie mené par une ONG fait appel à des repentis et leur confie un rôle de tuteur et avec quels partenaires externes collaborer lorsque l'on est une ONG. Le dernier cas étudié est celui d'un programme mené au Kenya au niveau secondaire. Il utilise une approche dans laquelle les tuteurs / personnes aidées se rencontrent individuellement et en groupes. Les réunions du groupe font partie de l'intervention car elles ont pour but de créer un réseau alternatif auquel les jeunes peuvent s'identifier. Ceci permet de faire de la prévention dans un environnement dans lequel évoluent de nombreuses bandes et groupes extrémistes violents désireux de recruter de nouveaux membres. Par ailleurs, le programme est entièrement basé sur la coopération avec les partenaires locaux. Ces programmes présentent différentes raisons et façons de mettre en place un programme de tutorat. Bien que différents à de nombreux égards, ces programmes ont aussi de nombreux points communs en termes de perspectives et d'approches du tutorat. Ils montrent donc certains des aspects importants à inclure dans un programme.

Le document commence par expliquer en quoi consiste le tutorat et certains aspects qui différencient le tutorat des modèles et du conseil d'un professionnel. La section qui suit fournit des exemples de programmes de tutorat mis en place dans le cadre de la prévention secondaire et tertiaire et de la réadaptation au sortir de l'extrémisme (violent). Le document identifie ensuite certaines des caractéristiques principales des initiatives de tutorat à travers plusieurs exemples dans l'objectif d'apporter des éléments de réponse aux questions soulevées plus haut.

Des conseils pratiques sur la façon de mettre en place des approches de tutorat personnalisées sont aussi dispensés, suivis de suggestions concernant les mesures à prendre face à certains risques, difficultés et pièges à prendre en compte lors de l'élaboration de programmes de tutorat dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Des recommandations concernant la démarche à adopter face aux problèmes clés sont aussi formulées dans la dernière partie du document. Il est capital de les prendre en compte lors de la mise en place d'un programme dans ce domaine.

En quoi consistent les approches de tutorat dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent ?

Dans le contexte de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, le tutorat a pour but d'apporter une aide aux personnes *une fois qu'elles ont quitté* l'environnement extrémiste. Pour de nombreuses personnes, la période qui suit la prise de distance par rapport aux environnements extrémistes est la plus difficile de tout le processus de réadaptation. En effet, elles doivent se créer un nouveau réseau social et se forger une nouvelle identité intégrant à la fois leurs identités actuelles et antérieures ainsi que leur vécu. Plus important encore, elles doivent apprendre à réagir différemment d'avant afin de pouvoir se (ré)intégrer dans une société démocratique libérale ⁽²⁾. Par conséquent, un aspect clé de l'aide à la réadaptation apportée par le biais du tutorat consiste à motiver et à aider la personne à développer des compétences sociales et professionnelles alternatives et parfois complémentaires ⁽³⁾.

Dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, le tutorat est souvent présenté comme une stratégie visant à encourager la transformation personnelle et l'autonomisation de la personne aidée de manière réflexive ou non ⁽⁴⁾. Pour que le tutorat ait du sens, il est essentiel que l'identité, le comportement et le point de vue de la personne aidée soient perçus comme le fruit du mode de vie qui a découlé de son implication dans des environnements extrémistes (violents) dont les valeurs sont contraires à celles de la société démocratique. De ce point de vue, l'identité d'une personne, ses actes et ses règles doivent être compris comme étant conditionnés par l'environnement dans lequel elle évolue/évoluait et non dus au fait qu'elle a « une personnalité difficile » ou qu'elle est une « mauvaise personne » ⁽⁵⁾.

Le tutorat repose donc sur l'hypothèse que les personnes aidées peuvent apprendre à agir et à percevoir le monde différemment lorsqu'elles reçoivent le soutien de tuteurs qui ne les jugent pas et avec lesquels elles

⁽²⁾ Christensen, A question of participation – Disengagement from the extremist right. A case study from Sweden, p. 16.

⁽³⁾ Marsden, Reintegrating Extremists: Deradicalisation and Desistance; Maruna, Desistance from Crime and Explanatory Style: A New Direction in the Psychology of Reform.

⁽⁴⁾ Christensen, A question of participation, p. 65; Christensen, "I had never reached those Nazi guys without their help"; Bertelsen, Mentoring in Anti-radicalisation. LGT: A Systematic Assessment, Intervention and Supervision Tool in Mentoring.

⁽⁵⁾ Christensen, A question of participation.

entretiennent une relation de confiance. Dans de nombreux cas, le tutorat a donc pour but de remettre en question la façon dont les personnes aidées voyaient les choses « avant » et de leur montrer qu'il existe d'autres façons d'agir et de s'impliquer de façon pertinente dans la société ⁽⁶⁾.

Le tutorat est donc centré sur un processus d'apprentissage à travers lequel les tuteurs donnent l'exemple à la personne aidée par un discours et des actes dont elle peut s'inspirer et tirer des enseignements. Ceci implique que les tuteurs adoptent un comportement et une cognition pouvant servir de modèle et influencer les personnes aidées pour les inciter à avoir une perspective plus nuancée sur le monde et accompagner leur transformation ⁽⁷⁾.

Le tutorat implique de donner des conseils adaptés aux besoins et aux problèmes de chaque personne.

Le tutorat est généralement fondé sur le dialogue et la participation des tuteurs et des personnes aidées à des activités communes. C'est la combinaison des deux qui permet aux personnes aidées d'acquérir des compétences relationnelles, comportementales et cognitives supplémentaires ⁽⁸⁾.

Même s'ils sont souvent vus comme des « modèles », les tuteurs sont bien plus que cela car ils ont un objectif beaucoup plus clair en tête et appliquent une stratégie pour l'atteindre. Pour cela, ils peuvent aussi compter sur une formation structurée et le soutien d'un programme. Une approche faisant appel à un modèle, et non à un tuteur, utilise principalement l'histoire personnelle ou l'expérience de vie du modèle pour inspirer d'autres individus de manière potentiellement positive ou négative. Le soutien apporté par les tuteurs est ainsi plus encadré dans la mesure où ils doivent être soutenus par un programme global et donc agir selon des objectifs spécifiques et définis et une théorie du changement, ce qui n'est généralement pas le cas d'un simple modèle ⁽⁹⁾.

Il existe des similitudes entre les approches basées sur le « tutorat » et le « conseil » du fait que les deux termes recouvrent plusieurs approches. Pour résumer, la différence vient généralement du fait que le conseil professionnel (comme le conseil psychosocial en réadaptation) est généralement dispensé par des praticiens formés du secteur psychosocial (par exemple des pédagogues ou des travailleurs sociaux) ou des psychologues et des psychologues cliniciens. La mission du conseil professionnel est, là encore, plus large que celle des tuteurs, de par la formation professionnelle des deux groupes. À titre d'exemple, le conseil peut avoir pour but d'identifier des problèmes de santé mentale ou sociaux généraux et de mettre en place des processus de guérison et de développement. Lorsque le conseil est mis en place dans le cadre de la déradicalisation et de la réadaptation, l'objectif est souvent d'utiliser une combinaison complète de mesures de réintégration fonctionnelle et sociale (souvent également par le biais d'approches de dialogue, et parallèlement à des démarches de formation plus techniques). Dans de nombreux cas, le travail réalisé vise aussi à obtenir de la personne une prise de distance cognitive par rapport à ses convictions et visions extrémistes ⁽¹⁰⁾.

⁽⁶⁾ Bertelsen, Mentoring in Anti-radicalisation.

⁽⁷⁾ Christensen, A question of participation, p. 221.

⁽⁸⁾ Christensen, A question of participation; Christensen, Former Right-Wing Extremists' Continued Struggle for Self-transformation After an Exit Program.

⁽⁹⁾ Christensen, Lessons Learned from P/CVE Youth Mentorship.

⁽¹⁰⁾ Walkenhorst et al., Rehabilitation Manual.

Principaux enseignements

Le soutien à la réadaptation apporté par le biais du tutorat vise à motiver et à aider les personnes aidées à développer des compétences sociales et professionnelles alternatives et complémentaires. Le but est qu'elles puissent aborder de manière adaptée une société démocratique libérale et s'y intégrer en travaillant avec un tuteur qui peut avoir auprès d'elles un rôle de modèle et de référent qualifié pour discuter de certains aspects critiques. Il convient de garder à l'esprit les aspects suivants :

1. L'identité, les actes, les règles et les valeurs des individus sont conditionnés par l'environnement dans lequel ils évoluent, et non par le fait qu'ils soient intrinsèquement bons ou mauvais.
2. Le tutorat a pour vocation de remettre en question les perspectives des personnes aidées sur la vie et de leur faire découvrir des façons pertinentes de comprendre et de s'impliquer dans la société.
3. Le tutorat repose sur la participation des tuteurs et des personnes aidées à des activités communes par le biais desquelles ces dernières développent, consciemment ou non, des compétences relationnelles, comportementales et cognitives supplémentaires, tout en élargissant leurs perspectives et leurs réflexions.

Tutorat et prévention/lutte contre l'extrémisme violent

La section qui suit propose trois exemples de tutorat basés sur des programmes en place au Danemark, en Suède et au Kenya.

Le tutorat selon le modèle d'Aarhus

Contexte

Tout d'abord, il est important de souligner qu'au Danemark, toutes les municipalités qui ont mis en place un projet de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent n'utilisent pas la même approche de tutorat. L'exemple présenté dans cette section est donc basé sur la manière dont la municipalité d'Aarhus, dans le Jutland, a élaboré et mis en place une approche de tutorat dès début 2010 et plusieurs années plus tard. Le modèle d'Aarhus en tant que tel existe encore aujourd'hui, même si l'approche du tutorat a changé.

La municipalité d'Aarhus a proposé un tutorat de niveaux secondaire et tertiaire aux jeunes « susceptibles de se radicaliser » et aux personnes perçues « comme radicalisées ». L'approche avait pour objectif d'aider ces personnes à mieux « affronter la vie » ⁽¹¹⁾ de façon à lui donner une nouvelle trajectoire ⁽¹²⁾, mais le tutorat n'était pas obligatoire. La personne pouvait accepter ou non la proposition de tutorat ⁽¹³⁾.

Le modèle d'Aarhus est lié au système général de protection sociale et à l'approche ordinaire de la criminalité et de sa prévention. L'extrémisme violent est considéré comme un délit ordinaire mais motivé par l'idéologie ⁽¹⁴⁾. L'approche s'inspire du droit constitutionnel à la liberté d'expression et reconnaît la nécessité démocratique des activités politiques et religieuses. Elle accepte le fait qu'un désir légitime d'obtenir un changement radical puisse naître chez les individus, par exemple si la situation ne les satisfait pas, s'ils ont

⁽¹¹⁾ Bertelsen, Danish Preventive Measures and De-radicalization Strategies: The Aarhus Model.

⁽¹²⁾ Aarhus Kommune. (2023). Indsatser for borgere. <https://antiradikalisering.aarhus.dk/indsatser-for-borgere/#5>

⁽¹³⁾ Par un ancien tuteur d'Aarhus, au Danemark, Mentoring and deradicalisation.

⁽¹⁴⁾ Ibid.

des griefs légitimes et/ou des critiques. Le modèle d'Aarhus s'adresse donc uniquement aux individus identifiés comme susceptibles de se radicaliser ou qui le sont déjà, comme on peut le voir à travers leur acceptation, légitimation et/ou promotion de la violence pour atteindre leurs objectifs politiques ou idéologiques ⁽¹⁵⁾.

Au niveau secondaire, le programme avait pour but de prévenir la radicalisation violente de jeunes à risque qui ne représentaient pas encore un danger ou un risque pour la sécurité, mais qui étaient susceptibles de devenir dangereux si leur processus de radicalisation se poursuivait en prenant un tour violent. Dans de tels cas, l'évaluation des risques a été réalisée de façon conjointe par les forces de police et le personnel municipal. En revanche, au niveau tertiaire, l'approche visait à obtenir la réhabilitation de personnes déjà radicalisées qui avaient des intentions claires et les capacités requises pour commettre des délits et des actes de terrorisme à motivation politique et/ou religieuse. Dans ces cas, l'évaluation des risques a été réalisée par la police, les services secrets et le service de probation ⁽¹⁶⁾.

L'évaluation des risques est importante pour assurer la sécurité du tuteur et de la personne aidée. Il peut arriver que les personnes aidées souhaitent aborder des sujets sensibles, parfois même dangereux, au cours du processus. Il est donc capital pour un processus de tutorat que la personne aidée se sente suffisamment en sécurité pour aborder des questions même très sensibles. De son côté, le tuteur doit respecter cette volonté, par exemple en honorant son devoir de confidentialité et en traitant ces questions avec respect et bienveillance ⁽¹⁷⁾. Malgré tout, d'après la loi danoise, la confidentialité entre tuteur et personne aidée est annulée si la sécurité personnelle et nationale est en jeu. Si de tels problèmes de sécurité se produisent, par exemple si la personne aidée a évoqué son intention de commettre des délits ou le fait qu'elle a connaissance de délits en cours de préparation ou déjà commis, le tuteur a l'obligation de le signaler ⁽¹⁸⁾. Cette obligation de signalement est communiquée de manière transparente aux personnes aidées.

Qualification et sélection du tuteur

Les tuteurs recrutés dans le cadre de cette approche étaient employés par la municipalité et travaillaient plusieurs heures par semaine en tant que tuteurs professionnels, même s'il ne s'agissait pas de leur emploi principal. Pour constituer un groupe diversifié de tuteurs en mesure de répondre aux différents besoins et profils individuels des membres du groupe cible, les tuteurs ont été recrutés en fonction de leur : âge, sexe, origine ethnique, éducation formelle et expérience. De plus, chacun d'eux possédait des connaissances sur différents milieux culturels et sociaux et/ou sur la politique et la religion. Certains sont allés à l'université, d'autres ont autrefois fait partie de bandes, mais tous ont été formés au programme.

En travaillant avec un groupe diversifié de tuteurs, le modèle cherchait à s'assurer qu'ils possédaient les capacités et les qualifications requises pour prendre part à un dialogue et à des discussions centrés sur les aspects historiques, idéologiques, théologiques, politiques et culturels des différentes idéologies. Dans ce modèle, les couples tuteurs / personne aidée étaient constitués d'après la compréhension que pouvaient avoir les tuteurs des affiliations idéologiques spécifiques des personnes aidées et, à un certain degré, d'après leurs centres d'intérêt communs.

Approche et objectifs du tutorat

L'approche de tutorat reposait sur l'impression que les personnes susceptibles de se radicaliser et celles déjà radicalisées s'efforçaient de « reprendre le contrôle » de leur existence, comme tout le monde. Par conséquent, le tuteur avait pour mission d'aider les bénéficiaires à avoir davantage de maîtrise sur des aspects tels que leur éducation, leur travail et la vie en général en les aidant à évoluer d'une vision du monde / activité illégale et violente vers un mode de vie respectueux de la loi et non violent ⁽¹⁹⁾.

⁽¹⁵⁾ Bertelsen, Danish Preventive Measures.

⁽¹⁶⁾ Christensen et al., "Being a Risk" or "Being at Risk": Factors shaping negotiation of concerns of radicalization within multiagency collaboration in the Nordic countries.

⁽¹⁷⁾ Bertelsen, Mentoring in Anti-radicalisation.

⁽¹⁸⁾ Ibid.

⁽¹⁹⁾ Bertelsen, Mentoring in Anti-radicalisation.

Au départ, les tuteurs ont reçu une formation élaborée par Preben Bertelsen, professeur de psychologie à l'Université d'Aarhus. Bertelsen a développé ce qu'il appelle une « psychologie de la vie », de laquelle s'inspire la formation des tuteurs concernant la façon d'identifier les facteurs de risque et d'encourager l'autonomisation et la résilience en fonction des facteurs de risque spécifiques à chaque cas.

L'objectif de cette « psychologie de la vie » était de développer la capacité d'action des personnes aidées ainsi que leur maîtrise de leur propre vie pour les amener à avoir « une vie acceptable pour elles-mêmes et pour les autres » ⁽²⁰⁾. Le concept de « vie acceptable » repose sur l'idée que la complexité et le niveau de défi des perspectives, des valeurs et des actes des personnes aidées ne doivent être ni trop élevés ni trop bas par rapport au point de départ des personnes aidées ⁽²¹⁾. Cela signifie que tout individu doit *comprendre* et *gérer de manière significative* les défis que la vie lui présente, lesquels sont présentés plus en détails dans l'encadré ci-dessous ⁽²²⁾. Les tuteurs ont donc dû s'attacher à responsabiliser les bénéficiaires et à développer chez eux les capacités humaines générales dont ils avaient besoin pour comprendre et faire face aux difficultés de la vie « d'une manière significative », qui ne soit ni illégale, ni violente ou qui ne mette la vie de personne en danger » ⁽²³⁾.

Les défis, ou tâches de la vie, se répartissent en trois catégories, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1 : Exemple de tâches de la vie générale et de compétences de vie du modèle d'Aarhus ⁽²⁴⁾

Tâches de la vie générale et compétences de vie	Éléments nécessaires
<p>Participation Avoir prise sur la vie, c'est se mettre en position de participer activement à sa propre vie et à celle de tous.</p> <p>Syntonie réaliste Avoir prise sur la vie, c'est s'adapter de manière réaliste, pragmatique et morale aux dimensions naturelles, culturelles et sociétales du monde qui nous entoure.</p> <p>Prise de perspective Avoir prise sur la vie, c'est l'appréhender en acceptant la diversité des perspectives personnelles, culturelles et sociales sur la vie.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Relations : participer au maintien des relations sociales proches, c'est-à-dire avec la famille, les amis proches et les pairs. 2. Cadres : participer au maintien du cadre de sa propre vie et de ses intérêts, c'est-à-dire la structure et les bases matérielles de la vie quotidienne dans le domaine privé, professionnel et des projets. 3. Communauté : participer au maintien de communautés, c'est-à-dire contribuer de manière personnelle au bien commun. 4. Attention : syntonie opérationnelle en ce qui concerne l'activité, l'implication, les centres d'intérêts et la présence d'une personne en fonction des opportunités et des conditions de la situation réelle. 5. Pragmatisme (planification) : syntonie pragmatique en ce qui concerne le réalisme de ses propres projets par rapport au monde environnant. 6. Éthique (règles, valeurs) : syntonie morale en ce qui concerne le réalisme des règles et valeurs de la personne par rapport à la moralité du monde environnant. 7. Conscience : être conscient de l'environnement présent, de la communication non verbale et du ressenti (sentiments). 8. Réflexion (se comprendre soi-même) : mettre en perspective ses propres pensées, sentiments et motivations concernant la vie.

⁽²⁰⁾ Ibid.

⁽²¹⁾ Ibid, p. 6.

⁽²²⁾ Ibid.

⁽²³⁾ Ibid.

⁽²⁴⁾ Ibid, p. 5.

9. Empathie (comprendre les autres) : mettre en perspective le point de vue des autres sur la vie.
10. Négociation (compréhension des systèmes) : mettre en perspective les points de vue culturels, sociétaux, idéologiques, religieux et scientifiques de la vie.

Le tuteur a pour but d'accompagner la personne aidée dans un processus de réintégration :

1. en lui montrant les pièges, les dangers pour elle et pour la société, l'illégalité et la mauvaise direction empruntée par l'activisme particulier dans lequel la personne aidée a été impliquée ;
2. en aidant la personne à trouver des moyens de s'intégrer dans les activités et tâches de la vie quotidienne, notamment dans la famille, le travail, l'éducation, les loisirs ;
3. en jouant le rôle de sparring partner bien informé, intéressé et empathique, avec lequel la personne aidée pourrait discuter des questions et des difficultés de la vie quotidienne, et des problèmes existentiels, politiques et religieux rencontrés au cours de la vie ;
4. en apportant à la personne aidée les compétences de vie fondamentales nécessaires à une inclusion tolérante et mutuelle des différentes formes de vie.

Le processus

Mettre en place une relation de confiance entre le tuteur et la personne aidée est la clé de toute approche de tutorat. Dans le modèle d'Aarhus, le tuteur et la personne aidée discutaient et faisaient leurs devoirs, allaient dans des bars, au cinéma, au restaurant, à la bibliothèque, etc. pour apprendre à se connaître et instaurer un climat de confiance. Suffisamment de temps a été prévu pour que la confiance s'instaure, car elle était considérée comme primordiale et comme le fondement de tous les autres aspects de l'intervention⁽²⁵⁾. En outre, ces activités avaient aussi pour objectif de (ré)intégrer la personne aidée dans la vie publique afin de l'amener à considérer la sphère publique comme un lieu sûr et inclusif, car les personnes aidées se tenaient souvent à l'écart de la société.

Une fois la confiance établie, les tuteurs sont passés à la partie la plus délicate du processus. Ceci impliquait de remettre en question le point de vue des personnes aidées sur des sujets tels que la religion, la politique, la société et la vie. Les tuteurs ont été chargés d'aider les personnes à replacer leurs opinions, critiques et activités politiques et religieuses dans le contexte de parcours et d'actes respectueux de la loi, au sein d'une société pluraliste et démocratique. Pour y parvenir, ils ont établi un dialogue critique avec les personnes aidées et remis en question leurs perceptions, leur éthique et leurs actes passés.

Le programme reposait sur le dialogue entre les tuteurs et les personnes aidées. L'objectif était d'encourager la personne aidée à mener une réflexion, à réexaminer et à reconsidérer sa propre vie et son environnement. Au cours de la discussion, les tuteurs peuvent remettre en question les points de vue et les visions du monde des personnes aidées pour leur ouvrir de nouveaux horizons, les encourager à la réflexion et les amener à revoir leurs choix de vie.

Pour être en mesure de mener une telle discussion, les tuteurs ont été formés à l'utilisation d'une « technique à 360 degrés » consistant à aborder des problèmes, des sujets ou des concepts sous différents angles pour élargir les horizons des personnes aidées en reliant le sujet à la fois aux personnes aidées et à leur environnement. Les tuteurs ont nuancé les discussions en introduisant des perspectives et des interprétations alternatives afin que les personnes aidées voient les choses sous un nouveau jour et remettent en question leurs perceptions unilatérales en posant des questions pertinentes, exploratoires, rentrant dans le détail et permettant d'obtenir des éclaircissements. L'idée n'était pas de dire aux personnes aidées ce qu'elles devaient faire, mais de leur offrir de nouvelles perspectives et de leur donner des conseils

⁽²⁵⁾ Dalsgaard-Nielsen, Promoting Exit from Violent Extremism: Themes and Approaches; Christensen et al., *Strengthening Resilience to Violent Extremism – STRIVE II. A Mentorship Manual for Countering Violent Extremism in Kenya*.

pour qu'elles puissent décider elles-mêmes de l'orientation à donner à leur vie et prendre une nouvelle voie avec l'aide du tuteur.

Tableau 2 : Exemple de discussion entre un tuteur et une personne aidée

Comment nuancer une façon de voir les choses dans le cadre d'une discussion

Un individu, bénéficiant de l'aide d'un tuteur, voulait partir se battre en Syrie. Le tuteur lui a demandé pourquoi. Il lui a répondu qu'aller en Syrie était le seul moyen pour lui de remplir ses obligations en tant que musulman et que c'était la chose à faire si vous étiez un vrai musulman. Quelques semaines plus tard, le tuteur a abordé de nouveau le sujet et a demandé à l'individu ce qu'il voulait dans la vie. Il a déclaré qu'il aimerait obtenir un diplôme universitaire, trouver un emploi, fonder une famille et être un modèle pour les autres musulmans. Le tuteur lui a répondu que c'était une bonne idée et lui a demandé si ses projets d'avenir, qui prévoyaient de contribuer à la société, étaient compatibles avec son obligation de musulman et aussi avec son identité de « vrai » musulman vivant en Europe. L'individu a convenu que ses objectifs étaient compatibles. Le tuteur l'a ensuite confronté à sa précédente déclaration concernant son départ en Syrie et l'a comparée à ses nouveaux objectifs. L'individu a eu l'air surpris. Il a hésité et a ensuite déclaré qu'il n'avait pas vraiment vu les choses sous cet angle. Cet exercice de réflexion lui a fait comprendre qu'il pouvait y avoir d'autres alternatives au fait d'aller « seulement » en Syrie et de se battre pour remplir ses obligations envers la société et ainsi être un bon musulman. Il l'a aidé à comprendre que les extrémistes islamistes n'avaient pas le monopole pour décider ce que sont les obligations d'un musulman et les conditions à remplir pour être un bon musulman ⁽²⁶⁾.


Une partie du processus donnait aussi la possibilité au tuteur et à la personne aidée d'identifier et de développer des objectifs spécifiques qu'elle voulait améliorer ou sur lesquels elle souhaitait travailler. Une formule spécifique a été développée pour prendre en compte cette partie du processus, comme illustré ci-dessous :

⁽²⁶⁾ Par un ancien tuteur d'Aarhus, au Danemark, Mentoring and deradicalisation, pp. 24-25.

In order to save data entry, please download this PDF before entering data

LGT

version 2.3
Life psychological Goal setting Tool



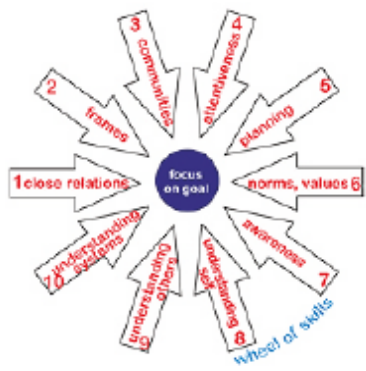
1: Set a goal

[Which challenge would you like to work on?]

[Which goal would (partly) be a solution to this challenge?]

S.M.A.R.T. GOAL?

- Specific ? (1)
- Measurable ? (2)
- Attuned? (3)
- Realistic ? (4)
- Timed (5)



2: Choose a focus on your goal

Skill A:	Skill B:	Skill C:
[How does this skill already works well?]		
[How can you empower this skill?]		

3: The next step towards your goal

[Your next step towards your goal with this focus and skill?]		
[When will you do this next step?]		
[Which cues will remind you of your next step?]		

IS YOUR NEXT STEP MOTIVATING? yes maybe no	IS YOUR NEXT STEP MOTIVATING? yes maybe no	IS YOUR NEXT STEP MOTIVATING? yes maybe no
<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Do you want to? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Are you capable of? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> External possibilities? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Are you being met? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Do you act?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Do you want to? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Are you capable of? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> External possibilities? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Are you being met? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Do you act?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Do you want to? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Are you capable of? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> External possibilities? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Are you being met? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Do you act?

Name: _____

Date: _____

(c) Proben Bertelsen, Department of Psychology and Behavioral Sciences Aarhus University
Use of LGT for commercial purposes is not allowed.
LGT is free for personal use, as well as for teaching and consulting.
For download of questionnaire go to psy.au.dk/ps

Formule utilisée pour capturer les progrès réalisés. La personne aidée remplit le formulaire à l'occasion d'une discussion avec le tuteur (27).

En fixant des objectifs clairs, le tuteur et la personne aidée ont pu déterminer ce qui a bien fonctionné, ce qui a posé problème et les domaines dans lesquels la personne aidée avait le sentiment d'avoir besoin d'aide, jusqu'à ce qu'il soit considéré que le tutorat n'était plus nécessaire.

Tutorat mis en place dans le cadre d'EXIT Suède

EXIT Suède a pour but de soutenir les processus de sortie, la réadaptation et la réintégration des personnes qui ont évolué dans des environnements extrémistes (violents) de droite. Ce travail repose sur une approche de tutorat menée en collaboration avec des partenaires externes tels que psychiatres, consultants en matière de maltraitance et autres professionnels concernés. Le but est de couvrir le large éventail de difficultés auxquelles les personnes aidées pourraient être confrontées, notamment la toxicomanie et les problèmes de santé mentale. EXIT coopère également avec des conseillers (d'orientation) chargés d'aider les extrémistes violents de droite (repentis) à s'engager dans un processus simultané de sortie et de (ré)intégration dans la société, fondé sur l'expertise et les réseaux établis depuis les années 90 par [Fryshuset](#), l'organisation chargée de la mise en œuvre du projet.

La théorie du changement sur laquelle s'appuie le personnel d'EXIT suppose que les individus ne rejoignent pas les groupes extrémistes (violents) de droite parce qu'ils ont des opinions extrémistes mais qu'ils *acquièrent* des opinions extrémistes parce qu'ils ont rejoint ces groupes pour d'autres raisons ⁽²⁸⁾. La participation aux environnements extrémistes (violents) de droite est comprise comme étant le résultat d'un sentiment subjectif d'exclusion, d'insécurité et de marginalisation et du désir qui en résulte de faire partie d'une communauté, ce qui permet aussi d'échapper éventuellement à des conditions de vie parfois difficiles ⁽²⁹⁾.

L'approche de tutorat fait donc la différence entre la personne aidée en tant qu'être humain et son identité et ses actes en tant qu'extrémiste (violent) de droite. ⁽³⁰⁾ Cela signifie que les tuteurs peuvent condamner les actes (parfois violents) des personnes aidées, sans pour autant condamner les personnes aidées elles-mêmes. EXIT aborde les aspects relatifs à l'identité et aux expériences des personnes aidées, indépendamment des aspects activés par leur implication dans l'extrémisme (violent) de droite ⁽³¹⁾.

Qualification du personnel et du tuteur

EXIT a constitué un groupe mixte de travailleurs sociaux, de tuteurs et d'universitaires de différents sexes et possédant diverses expériences, y compris des extrémistes (violents) repentis. Le but est ainsi de garantir la qualité des approches utilisées et de proposer un encadrement professionnel des tuteurs pour les accompagner dans leur démarche auprès des personnes aidées ⁽³²⁾.

EXIT cherche à recruter des tuteurs qui sont, d'une manière ou d'une autre, liés à l'extrémisme (violent) de droite, soit parce qu'ils ont eux-mêmes bénéficié d'une aide soit parce que certains de leurs proches ont été impliqués dans l'extrémisme (violent) de droite. L'idée ici est que ces personnes possèdent des expériences émotionnelles, corporelles et cognitives de ces environnements et ont une compréhension détaillée de la culture et des pratiques sociales de ces milieux, qu'ils mettent à profit dans leur pratique ⁽³³⁾. En outre, les tuteurs bénéficient de différents enseignements et formations en continu comme des cours de thérapie, des « programmes de Mode de vie criminel » ⁽³⁴⁾, des « entretiens motivationnels », entre autres.

Les tuteurs d'EXIT travaillent à temps plein ou à temps partiel. Toutefois, ils sont tous employés par EXIT et participent également au développement continu de l'organisation et de ses méthodes, en collaboration avec d'autres membres du personnel.

⁽²⁸⁾ Bjørgo, Processes of disengagement from violent groups of the extreme right.

⁽²⁹⁾ Christensen, A question of participation.

⁽³⁰⁾ Ibid.

⁽³¹⁾ Pour plus d'informations sur ce sujet, voir : Christensen, A question of participation, pp. 225-226.

⁽³²⁾ Christensen, A question of participation.

⁽³³⁾ Christensen, How extremist experiences become valuable knowledge in EXIT programmes; Christensen, "I had never reached those Nazi guys".

⁽³⁴⁾ Voir : <https://stiftkrim.se/krimprogram#att-bedriva-kriminalitetsprogram>

Le processus

Les personnes souhaitant être aidées prennent elles-mêmes contact avec l'organisation ou sont recommandées par des éducateurs, des membres des forces de l'ordre, des enseignants, des parents ou d'autres membres de la famille. Le premier contact se fait par téléphone, puis la personne rencontre deux tuteurs, qui procèdent aussi à une évaluation des risques qu'elle présente et de sa motivation à se désengager. Les tuteurs, en collaboration avec d'autres membres du personnel d'EXIT, identifient les besoins et les ressources de la personne aidée, comme un réseau social en dehors du groupe extrémiste (violent) de droite, des relations familiales, des loisirs, une éducation et une expérience professionnelle, afin de se faire une idée de la façon de coopérer au mieux avec la personne aidée ⁽³⁵⁾.

Le tutorat n'est, dans la plupart des cas, pas obligatoire et si les personnes aidées changent d'avis, elles ont la possibilité d'y mettre fin. Néanmoins, pour bénéficier d'une aide, la personne doit avoir quitté l'environnement extrémiste (violent) de droite. Ceci est nécessaire, d'une part, parce qu'une implication continue présentera un risque pour les tuteurs d'EXIT, et d'autre part, parce que la personne aidée ne sera pas suffisamment motivée pour changer si elle continue de fréquenter ce milieu.

Dans le travail d'EXIT, la motivation est cruciale, tout comme la « passion » exprimée par la personne aidée. Par « passion », on entend l'énergie / le désir exprimé par la personne qui peut l'amener à s'impliquer de manière constructive, mais qui peut aussi faire d'elle un membre enthousiaste d'un groupe extrémiste violent, d'une bande ou d'un autre réseau destructeur, en fonction de ses besoins, de ses désirs, de ses possibilités et de sa situation sociale. De plus, de l'expérience des tuteurs, la motivation personnelle est déterminante car c'est elle qui permet aux personnes aidées de supporter les changements exigeants que suppose le double processus de désengagement de l'extrême droite et de réinsertion dans la société libérale ⁽³⁶⁾.

Les méthodes d'EXIT reposent sur la coopération entre le tuteur et la personne aidée. La relation est fondée sur l'égalité et est perçue comme un échange intersubjectif entre deux adultes ⁽³⁷⁾. Comme le modèle d'Aarhus, EXIT considère que la confiance est l'élément le plus important d'un processus réussi ⁽³⁸⁾. La confiance, la relation et l'interaction entre les tuteurs et les personnes aidées sont cruciales car elles les aident à transformer leur vie et leur identité. La confiance se construit à travers des discussions informelles et des activités sociales souvent assez exigeantes comme l'haltérophilie, la boxe thaïlandaise ou d'autres activités physiques, qui sont combinées à des activités de loisir, comme aller boire un verre, au cinéma, au musée, à la pêche ou pratiquer toute autre activité pour laquelle les personnes aidées expriment un intérêt.

Selon EXIT, les personnes qui agissent de manière violente et intimidante le font parce qu'elles n'ont pas appris à se gérer elles-mêmes et à gérer certaines situations autrement ⁽³⁹⁾. Les méthodes EXIT ont donc pour but d'amener les personnes aidées à s'impliquer dans des activités et dans des sphères de vie alternatives. En discutant avec les personnes aidées, les tuteurs identifient le type d'activités qui les passionnent et les font participer à des activités qui les intéressent. Ces activités ont pour but de donner la possibilité aux personnes aidées de découvrir d'autres activités et de nouveaux centres d'intérêt et de développer des compétences sociales et professionnelles supplémentaires. De plus, comme de nombreux bénéficiaires ont du mal à identifier et à réagir à des émotions autres que la colère et la haine lorsqu'ils entrent dans le programme ⁽⁴⁰⁾, le dialogue a pour but d'étendre leurs perspectives et de diversifier leur vocabulaire afin qu'ils puissent identifier et différencier leurs émotions.

Lorsqu'un tuteur se trouve être un ancien extrémiste, il montre l'exemple à la personne aidée, qui le voit comme un modèle positif car il incarne un changement positif et une transition réussie vers une vie menée dans le droit chemin ⁽⁴¹⁾. Ils ont été des extrémistes (violents) de droite et sont désormais des tuteurs expérimentés, donc ils illustrent « une façon de faire les choses » sur laquelle la personne aidée peut prendre exemple et dont elle peut s'inspirer.

⁽³⁵⁾ Christensen, A question of participation.

⁽³⁶⁾ Christensen, Former Right-Wing Extremists' Continued Struggle for Self-transformation After an Exit Program.

⁽³⁷⁾ White, Narrativ teori.

⁽³⁸⁾ Christensen, A question of participation.

⁽³⁹⁾ Ibid., p. 201.

⁽⁴⁰⁾ Ibid.,

⁽⁴¹⁾ Ibid., p. 202.

Dans ce contexte particulier de sortie de l'extrémisme (violent) de droite, EXIT trouve important *dans un premier temps* que les tuteurs soient blancs et souvent des hommes ayant un passé d'extrême droite (au moins pour la majorité des personnes aidées, qui sont des individus de sexe masculin). Cependant, plus tard dans le processus, il est devenu clair qu'il serait bénéfique pour les personnes aidées d'être mises en relation avec différents types de « co-tuteurs » n'ayant pas de passé extrémiste (violent) de droite, et d'origines ethniques et de sexes différents afin de les exposer à différents points de vue et profils de personnes ⁽⁴²⁾. De plus, il est important de souligner que les tuteurs bénéficient généralement d'une formation et d'une supervision continues, comme il est dit plus haut. Ceci montre qu'il peut être important qu'au départ les personnes aidées se retrouvent dans leur tuteur car cela leur permet de s'identifier plus facilement à lui.

De plus, les connaissances et les expériences des tuteurs ayant entretenu des liens avec l'extrémisme (violent) de droite apportent de précieux renseignements à EXIT. Ils aident à mieux comprendre le groupe cible, ses besoins et ses sentiments tout au long du processus de tutorat ⁽⁴³⁾. Grâce à leur vécu, les tuteurs sont à même de discuter des aspects relatifs à l'identification et la participation à l'extrémisme (violent) de droite et de questions sur l'idéologie. Leur but est d'introduire des nuances dans les perspectives des personnes aidées.

Il est cependant important de ne pas confronter ou s'opposer directement à la vision du monde teintée d'idéologie que peuvent avoir les personnes aidées. Les tuteurs ajoutent des couches supplémentaires à leurs perspectives pour les aider à évoluer vers une vision plus nuancée et plus complexe du monde. De nouvelles perspectives aident également les bénéficiaires à mieux contextualiser et comprendre leur propre implication dans l'extrémisme (violent) de droite. Ils peuvent ainsi réfléchir à leurs propres rôles et identités, et deviennent mieux à même de remettre en question leurs anciennes convictions ⁽⁴⁴⁾.

En encourageant leur processus d'autoréflexion et en leur permettant de prendre part à diverses activités professionnelles et sociales, on donne aux personnes aidées la possibilité d'améliorer ou de (re)nouer des relations avec des contacts sociaux positifs, notamment avec d'anciens amis ou des membres de la famille, et d'en tisser de nouvelles. Par ailleurs, les bénéficiaires peuvent souvent reprendre des activités qu'ils appréciaient avant de basculer dans l'extrémisme (violent) de droite. Une fois que ces activités et relations commencent à avoir un impact plus stable sur la vie sociale et le bien-être émotionnel des personnes aidées, les relations avec les tuteurs deviendront moins importantes, ce qui constitue une étape majeure de leur réintégration. Toutefois, même si, avec le temps, les relations avec les tuteurs se distendent, les personnes aidées ont toujours la possibilité d'appeler et de rester en contact avec le personnel d'EXIT.

EXIT propose une description en cinq étapes du processus par lequel une personne passe généralement lorsqu'elle se désengage de l'extrême droite et jusqu'à ce qu'elle se (ré)intègre et se (ré)établissee dans la société. Les cinq étapes sont :

1. Motivation : les individus font toujours partie de l'extrême droite mais s'interrogent sur leur implication. Ils contactent EXIT qui leur apporte des informations et des réponses et cherche à déterminer les possibilités de les amener à se désengager et de les aider.
2. Désengagement : les individus prennent la décision de partir et certains ont déjà quitté le groupe extrémiste lorsqu'ils prennent contact. Cette période est parfois difficile car ils n'ont bien souvent pas de réseau social et font l'objet de menaces de la part de leurs anciens amis. L'avenir est capital à ce stade et ils ont souvent besoin d'aide pour évaluer la menace de manière réaliste. Ils ont aussi besoin d'une personne à qui confier leurs doutes, leurs peurs et leurs problèmes. Le tuteur est disponible par téléphone 24 heures sur 24 et donne des conseils aux organismes sociaux et publics.
3. Établissement : la rupture est totale, les individus ont un logement, certains ont un travail, suivent des études ou ont une autre activité pendant la journée. Ils évoluent toutefois souvent dans un néant social. Ils se sentent vides et seuls. À ce stade, le tuteur les aide à (re)trouver une vie « normale » par le biais d'activités communes.

⁽⁴²⁾ Ibid.

⁽⁴³⁾ Christensen, "I had never reached those Nazi guys"; Christensen, A question of participation, pp. 162-192.

⁽⁴⁴⁾ Christensen, A question of participation, p. 202.

4. Réflexion : au cours de ce processus, la plupart des pensées et impulsions racistes ont disparu, mais les individus commencent à réaliser dans quoi ils ont été impliqués : violence, délits, idéologies extrêmes fondées sur la haine et incitation d'autres personnes à commettre des actes similaires. Certains développent des troubles tels qu'anxiété, dépression, insomnie ou abus de substance. D'autres ont besoin d'être aidés pour gérer leurs accès de violence, leurs traumatismes ou leur manque de confiance.
5. Stabilisation : les individus ont retrouvé une vie « normale », avec un emploi, des études et un réseau. Ils se sont détournés de la haine, du racisme, de la criminalité et de la toxicomanie. Pourtant, ils continuent d'avoir peur que leur passé ne gâche leur avenir et ressentent souvent de la culpabilité et de la honte. EXIT ne travaille plus activement avec l'individu mais, dans de nombreux cas, les anciens bénéficiaires restent en contact avec leurs tuteurs. La participation au programme EXIT peut durer de 6 mois à plusieurs années.

Ces cinq étapes sont les étapes générales d'un processus. Le développement est rarement linéaire et les moments charnières souvent difficiles à identifier. Il s'agit plutôt d'un processus dans lequel l'individu fait des allers-retours entre les différentes phases et qui est interrompu par des périodes de rechute durant lesquelles il retombe dans ses anciens schémas de comportement et de pensées. Ceci jusqu'à ce que la personne aidée se soit créé une nouvelle vie et une nouvelle identité ⁽⁴⁵⁾.

Tutorat dans le domaine de la prévention secondaire proposé par le programme STRIVE II au Kenya

Le programme « Strengthening Resilience to Violent Extremism » (STRIVE II), financé par l'UE, avait pour but d'apporter une capacité de prévention secondaire en contribuant à réduire la radicalisation, le recrutement et le soutien aux groupes extrémistes violents du Kenya et de Somalie. Ce travail a été effectué auprès de jeunes considérés comme susceptibles d'avoir des comportements radicalisés, criminels ou extrêmes, et issus de quartiers particulièrement défavorisés du Kenya.

L'organisation chargée de la mise en œuvre du programme, le Royal United Services Institute (RUSI), a travaillé dans le cadre d'un consortium mis en place avec la Société de la Croix-Rouge du Kenya (KRC) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), qui ont toutes deux mis en œuvre des programmes distincts financés par l'UE. Ces programmes étaient centrés sur la paix, la stabilité et une opportunité d'économie inclusive dans les zones marginalisées du Kenya. Cela signifiait que, parallèlement au tutorat, la GIZ aiderait à étendre les opportunités économiques des tuteurs et des bénéficiaires par le biais de la création d'une petite entreprise ou, si possible, d'un emploi ⁽⁴⁶⁾.

Les tuteurs du programme étaient des employés rémunérés à temps partiel du programme.

Les lieux choisis pour le programme, l'objectif et la compréhension de la radicalisation reposaient sur l'idée que le recrutement des jeunes dans les groupes extrémistes violents était dû à leur marginalisation et à leurs conditions de vie difficiles, comme un manque d'accès à l'éducation et à l'emploi, la recherche d'un sentiment d'appartenance, la quête d'une identité religieuse, l'attrait de l'idéologie et l'influence de la famille et/ou des amis ⁽⁴⁷⁾.

STRIVE II s'est appuyé sur une théorie du changement conceptualisée explicitant les problèmes qui conduisent à la radicalisation et au recrutement et les interventions associées. Ces dernières ont pour mission d'induire un changement et un développement positif chez les parties prenantes, les tuteurs et les bénéficiaires du programme.

Les interventions de STRIVE II ont conceptualisé l'impact recherché dans quatre domaines liés :

1. « prendre en charge les **facteurs structurels** tels que l'exclusion sociale, la marginalisation ainsi que les cultures institutionnelles et discours politiques qui créent les conditions propices à la radicalisation et à l'adhésion à l'extrémisme violent ;

⁽⁴⁵⁾ Christensen, A question of participation, pp. 81-82.

⁽⁴⁶⁾ Fisher et al., Evaluation of 'Strengthening Resilience to Violent Extremism (STRIVE II) in Kenya', Final Report, p. 19.

⁽⁴⁷⁾ Christensen et al., Strengthening Resilience to Violent Extremism.

2. faire face aux **dynamiques de groupe** qui contribuent aux cheminements menant à la radicalisation, comme la pression des pairs, les règles de groupe, les acteurs radicaux, etc. ;
3. lutter contre les **facteurs favorables** qui découlent des contacts avec des acteurs qui cherchent à radicaliser et à recruter des individus pour qu'ils rejoignent des groupes extrémistes violents, ainsi que contre la rhétorique utilisée pour obtenir un soutien ;
4. réduire les **facteurs incitatifs** qui peuvent pousser un individu à participer ou à adhérer à un mouvement extrémiste violent, qui peuvent aller des sentiments d'injustice et du désir de vengeance, au gain financier et aux récompenses dans l'au-delà »⁽⁴⁸⁾.

Ces éléments représentent la prise en compte essentielle du contexte dans lequel le programme est mené et illustrent la philosophie de STRIVE II. Ils prouvent que les interventions menées dans ce domaine exigent de reconnaître le pouvoir de la capacité d'action des jeunes (ou ses limites), mais aussi des personnes qui cherchent à les protéger et à les aider. Ils **r e c o n n a i s s e n t** aussi le caractère central des structures sociétales (culture, tradition, politique, institutions, etc.) et des groupes et institutions qui opèrent entre les deux, comme les groupes de pairs, communautés locales et groupes extrémistes locaux. Sur cette base, les interventions de STRIVE II ont été menées dans quatre « domaines de résultats » liés⁽⁴⁹⁾.

Domaine de résultats du tutorat : a pour objectif de réduire la propension des jeunes à la violence politique et idéologique. Une dimension simultanée de cette initiative renforce les connaissances des parties prenantes concernées et améliore la capacité des tuteurs à identifier et à interagir avec les personnes à risque.

Domaine de résultats de l'application de la loi : axé sur la formation à la lutte contre l'extrémisme violent des cadres supérieurs et intermédiaires et des agents de première ligne de différents organismes. Il a pour but de renforcer les capacités de prévention et de réponse à l'extrémisme violent grâce à la mise en place de stratégies compatibles avec le droit international et les droits de l'homme.

Domaine de résultats de la communication préventive : vise à aider les jeunes marginalisés à se faire entendre en améliorant leur façon de s'exprimer, leur sentiment de participation et leur représentation dans les espaces médiatiques clés.

Domaine de résultats de recherche : a pour but d'améliorer les programmes de lutte contre l'extrémisme violent et la compréhension des relations entre la dynamique des conflits et les modèles de recrutement.

La logique du changement lie ces interventions à l'objectif principal du programme qui propose, en intervenant auprès de quatre publics clés et en établissant des relations entre eux, à savoir : (1) Jeunes susceptibles de se radicaliser ou d'être recrutés ; (2) Tuteurs et intervenants de la collectivité ; (3) Décideurs et praticiens ; et (4) Organisations d'application de la loi (officiers supérieurs et intermédiaires) ainsi que les groupes de médias, de réduire la radicalisation, le recrutement et l'adhésion aux groupes extrémistes violents.

Parallèlement à la description des vastes interventions réalisées par le programme, différentes hypothèses sont proposées. Les voici résumées :

1. mettre en évidence certains obstacles logistiques et motivationnels susceptibles d'empêcher d'obtenir l'impact souhaité (par exemple, savoir si les gens voudront ou non participer au programme) ; et
2. dans une moindre mesure, remettre en question l'influence et le pouvoir du programme dans le contexte d'obstacles structurels, politiques et bureaucratiques, par exemple : Une meilleure compréhension conduit-elle à une meilleure prise de décision en matière d'application de la loi ou les obstacles institutionnels à l'obtention d'un impact sont-ils immuables ?

Critères et processus de sélection des tuteurs et des personnes aidées

Les tuteurs, en collaboration avec d'autres parties prenantes, ont sélectionné les personnes aidées. Les parties prenantes étaient des membres actifs de la communauté, déjà impliqués auprès des jeunes. Ils

⁽⁴⁸⁾ Fisher et al., Evaluation of 'Strengthening Resilience to Violent Extremism', p. 17.

⁽⁴⁹⁾ Ibid., p. 17.

représentaient une équipe diversifiée, constituée d'enseignants travaillant dans des écoles dans lequel le taux de décrochage était élevé, des travailleurs sociaux, des parents, des membres d'un comité de paix et des chefs religieux des zones sélectionnées. Le rôle des parties prenantes était d'identifier les potentiels bénéficiaires, mais aussi d'informer l'équipe du programme de tutorat sur les questions de sécurité. Les parties prenantes ont également apporté un soutien aux tuteurs et pour transmettre les dossiers des candidats afin qu'ils puissent faire l'objet d'une évaluation complète.

Pour bénéficier du programme STRIVE II, au moins un des quatre critères principaux suivants devait être rempli :

- Avoir un membre de son entourage ou un parent qui a été recruté dans un groupe extrémiste violent ou qui a pris part à des activités extrémistes violentes.
- Être associé à des criminels violents ou à des membres d'une bande.
- Avoir des opinions et des tendances radicales ou extrémistes.
- Être en relation avec des personnes qui ont des opinions et des tendances extrémistes.

En outre, au moins deux des critères secondaires suivants devaient être remplis :

- Être en décrochage scolaire.
- Être issu d'une famille dysfonctionnelle.
- S'être retiré subitement de toute activité sociale.
- Être un ancien détenu.
- S'être converti récemment à une religion.
- Être inactif.

Il est important de souligner que le deuxième groupe de critères a été moins déterminant que le premier.

L'identification des principaux critères d'acceptation a tenté de réduire la subjectivité de la prise de décision dans le processus de recrutement. Elle a aussi veillé à ce que les objectifs et les résultats du programme soient prioritaires dans le recrutement des tuteurs et des personnes aidées ⁽⁵⁰⁾.

Une fois identifiés, ces jeunes à risque ont été mis en relation avec un tuteur qui leur a apporté soutien et conseils pendant une période généralement comprise entre 18 mois et 2 ans. Le programme de tutorat n'était pas réglementé et la participation était volontaire. Le bénéficiaire pouvait décider à tout moment de mettre un terme à sa participation au programme.

Les tuteurs étaient issus des mêmes zones géographiques et souvent des mêmes communautés que les personnes aidées. Les tuteurs devaient donner l'exemple dans leur comportement, leur façon de s'exprimer et leurs attitudes vis-à-vis des autres personnes et de leurs opinions. C'est la raison pour laquelle les tuteurs du programme STRIVE II devaient avoir entre 20 et 34 ans, pour avoir le même âge ou être légèrement plus âgés que les bénéficiaires. De plus, ils devaient savoir lire et écrire et posséder de bonnes compétences en communication interpersonnelle car ils devaient rédiger des rapports de progression et lire des documents. Les tuteurs devaient également être capables de communiquer avec des personnes dans des situations très délicates et pouvoir discuter de choix compliqués. De plus, ils devaient assister à des réunions, à des formations et à des forums et agir dans la légalité. Être tuteur dans un programme de lutte contre l'extrémisme violent tel que STRIVE implique d'être prêt et capable de travailler dans un environnement hostile dans lequel les situations peuvent évoluer très rapidement, auprès de personnes susceptibles de recourir à la violence.

En outre, ils étaient considérés comme des modèles auxquels on pouvait s'identifier, issus du même milieu et ayant le même vécu ⁽⁵¹⁾.

⁽⁵⁰⁾ Fisher et al., Evaluation of 'Strengthening Resilience to Violent Extremism.

⁽⁵¹⁾ Ibid.

Les tuteurs ont été recrutés sur la base de critères tels que :

- capacité à assumer leurs responsabilités et à insuffler un changement ;
- esprit d'initiative et dynamisme ;
- fiabilité et valeurs utiles dans une vie mise en partie au service des autres ;
- patience, empathie et capacité d'écoute ;
- force d'aider les autres.

Les tuteurs recrutés avaient souvent déjà pris part à des travaux d'intérêt général dans leurs communautés. De plus, ils devaient être capables de porter un regard critique sur certains discours idéologiques et certaines visions du monde « tout noir ou tout blanc ». Un tuteur devait également avoir la force intérieure nécessaire pour résister à une éventuelle stigmatisation de la part de sa communauté. Il s'agit d'une conséquence possible du soutien apporté à des personnes qui suscitent la méfiance dans la communauté, en raison de leur association avec des bandes impliquées dans des activités criminelles ou avec d'autres sympathisants d'un groupe extrémiste violent. Ces éléments paraissaient particulièrement pertinents dans un contexte où les réseaux sociaux sont très intégrés ⁽⁵²⁾.

Les qualités décrites attendues d'un tuteur impliqué dans le programme se concentraient sur ce qui était attendu d'eux plutôt que sur des critères de sélection fixes. Cette souplesse avait pour but d'élargir la portée d'un programme afin d'attirer un large éventail de tuteurs. Elle permettait aussi d'inciter des personnes moins instruites à devenir tuteurs et de les aider à se développer grâce à la formation, à l'éducation et au soutien offerts par le programme, afin qu'elles aient davantage de points communs avec les bénéficiaires ⁽⁵³⁾.

Les tuteurs avaient des parcours de vie et des profils variés et étaient aussi bien des hommes que des femmes puisque des personnes des deux sexes figuraient parmi les bénéficiaires. Ces tuteurs, à l'instar de ceux participant aux programmes danois et suédois, avaient pour objectif d'accompagner les membres du groupe cible dans leur processus de réflexion. Parallèlement, ils devaient veiller à ce que les différentes compétences et perspectives de la personne s'améliorent ou se développent, et l'aider à accéder à différents réseaux sociaux. Il semble particulièrement important de pouvoir compter à la fois sur des tuteurs hommes et femmes dans des sociétés où les deux sexes ont des rôles très différents et/ou sont recrutés en fonction de leurs différents besoins et combats.

Devenir tuteur nécessitait également de trouver sa place dans une structure hiérarchique formelle puisque le programme était organisé par une équipe basée à Nairobi. Par ailleurs, le programme a investi massivement dans une formation continue structurée et obligatoire. Elle avait pour objectif de renforcer les compétences et les capacités des tuteurs à apporter un soutien aux bénéficiaires et à devenir des acteurs efficaces de la communauté de la lutte contre l'extrémisme violent. Les thèmes abordés lors de la formation étaient adaptés aux objectifs du programme et comprenaient l'étude des voies menant à l'extrémisme violent, les compétences de pensée critique et le renforcement de la confiance en soi.

Un manuel a été élaboré à l'intention des tuteurs pour les accompagner dans le développement de leurs compétences ⁽⁵⁴⁾. Il reflétait leurs missions spécifiques, l'environnement dans lequel ils travailleraient, leurs moyens économiques et bon nombre des problèmes auxquels ils pourraient être confrontés en travaillant comme tuteurs, aussi bien au niveau des illustrations que de la portée, du texte et des activités suggérées.

L'objectif des tuteurs était d'avoir un rôle de modèle et d'influenceur pour sensibiliser les personnes aidées aux conséquences de leur implication dans des groupes extrémistes violents et de la radicalisation. Pour cela, ils devaient les aider à apporter un changement positif à leurs attitudes, leurs comportements et, plus largement, à leurs trajectoires de vie.

L'approche de tutorat reposait sur des rencontres entre tuteurs et bénéficiaires, durant lesquelles une relation de confiance était établie au moyen d'activités communes (comme le sport) et de discussions sur différentes expériences et difficultés rencontrées. De plus, les tuteurs organisaient à tour de rôle des réunions

⁽⁵²⁾ Christensen et al., Strengthening Resilience to Violent Extremism.

⁽⁵³⁾ Fisher et al., Evaluation of 'Strengthening Resilience to Violent Extremism.

⁽⁵⁴⁾ Christensen et al., Strengthening Resilience to Violent Extremism.

bihebdomadaires, auxquelles participaient tous les bénéficiaires et leurs tuteurs dans un lieu spécifique. L'idée derrière ces rencontres structurées mais informelles était de permettre aux tuteurs et aux personnes aidées de faire connaissance et de créer un réseau de soutien alternatif aux bandes et/ou groupes extrémistes pour les tuteurs et leurs bénéficiaires. De plus, ces réunions offraient aux participants la possibilité de développer un sentiment d'identité de groupe et d'appartenance vis à vis des valeurs, règles et relations mises en avant pour contrer les discours et les modes de vie criminels associés à l'extrémisme violent. Les réunions ont offert aux tuteurs et aux bénéficiaires une plateforme dans laquelle ils pouvaient partager des informations et échanger sur leurs expériences, leurs difficultés et leurs opportunités. Elles ont ainsi contribué à la création d'un nouveau réseau commun visant à rendre toutes les parties impliquées plus fortes. Pour s'assurer que les réunions offraient bien l'occasion d'avoir des discussions pertinentes comme le suggérait le manuel, et que les hommes et les femmes disposaient d'un temps de parole suffisant, le tuteur principal et le conseiller en tutorat de Nairobi y ont assisté régulièrement.

En associant le soutien apporté aux tuteurs et aux bénéficiaires à des activités de groupe régulières, le programme de tutorat a offert aux jeunes une opportunité d'appartenir à un groupe et de développer un sentiment clair d'appartenance ainsi qu'une identité de groupe positive capable de rivaliser et de mettre à mal les relations négatives qui polluent le quotidien des personnes aidées. Ce mécanisme a également permis d'apporter des éléments de réponse aux principaux facteurs qui contribuent à rendre les jeunes vulnérables à l'extrémisme violent et à la radicalisation. Les tuteurs et les personnes aidées ont estimé que leur implication dans le programme leur apportait une forme positive d'identité exclusive et que les réseaux et les contacts auxquels ils avaient accès grâce à leur participation contribuaient à renforcer leur résilience face aux facteurs incitant à adhérer à l'extrémisme violent ⁽⁵⁵⁾.

Le programme STRIVE II montre que pour contrer efficacement les approches de recrutement dynamiques et à multiples facettes utilisées par les extrémistes, la plupart des jeunes à risque ont besoin de bien plus qu'un tutorat individuel. STRIVE II apporte des connaissances, un soutien, des relations et une identité alternative et positive à la personne dans sa quête de résilience individuelle et collective. De plus, en raison de l'interaction entre les personnes aidées, les tuteurs et les autres parties prenantes impliquées, l'impact du travail doit être jugé non seulement en termes d'effets sur les bénéficiaires, mais aussi sur les tuteurs, les parties prenantes et les communautés plus larges dans lesquelles ils vivent.

Remarques de conclusion de l'évaluation du programme STRIVE II ⁽⁵⁶⁾

⁽⁵⁵⁾ Fisher et al., Evaluation of 'Strengthening Resilience to Violent Extremism.

⁽⁵⁶⁾ Ibid., p. 22.

Principaux enseignements tirés des trois études de cas :

Pour être efficaces, les programmes de tutorat doivent inclure :

1. Une théorie du changement claire.
 - Une conceptualisation claire du groupe cible et des facteurs identifiés comme menant à la radicalisation et au recrutement.
 - Une suggestion claire de ce qu'est le changement attendu.
 - Une suggestion claire de la manière dont le changement se produit.
 - Une théorie du changement claire est nécessaire pour que les programmes soient évalués.
2. Une compréhension claire de la culture et des pratiques sociales de l'environnement extrémiste violent.
3. Des critères et/ou des qualités clairement définis qui guident le recrutement et la formation des tuteurs.
4. Un programme qui accompagne les tuteurs par le biais d'une formation et d'une supervision.
5. Supervision des tuteurs.
6. Des structures de responsabilité claires pour savoir à qui s'adresser en cas d'urgence.
7. Coopération avec des acteurs externes tels que des psychologues et des thérapeutes spécialisés dans les addictions pour apporter un soutien professionnel en cas de problèmes de santé mentale et d'addiction. Les conseillers en recherche d'emploi jouent un rôle important pour aider les bénéficiaires à aller de l'avant. Si la radicalisation était liée à la religion, l'implication de chefs religieux peut être importante car ils peuvent porter un regard d'expert sur les questions religieuses et donner des conseils.

Conseils pratiques et recommandations pour les praticiens

Dans le contexte de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, la réadaptation implique souvent de développer des compétences sociales et professionnelles supplémentaires pour que la personne aidée puisse vivre en respectant la loi, à l'écart de l'extrémisme violent et se réintégrer dans une société démocratique libérale. En outre, un programme de tutorat doit inclure des approches qui ciblent les pratiques idéologiques et potentiellement violentes des bénéficiaires, considérées comme découlant de leur engagement dans des groupes d'extrémisme violent. Il doit améliorer la capacité des bénéficiaires à gérer les tâches générales et de la vie quotidienne de façon à ce qu'elles posent les bases d'une vie meilleure.

La présente section expose les principaux enseignements sur lesquels peuvent s'appuyer les praticiens souhaitant mettre en place leur propre programme. Elle s'appuie pour cela sur les exemples d'approches de tutorat présentés plus haut, qui ont pour but d'encourager la réadaptation et la réintégration des extrémistes (violents) de droite repentis.

Les principaux domaines dans lesquels les personnes aidées ont besoin d'un niveau variable de soutien peuvent être répartis comme suit :

1. **Réintégration sociale** : favoriser des liens sociaux positifs (faciliter l'établissement de relations avec des réseaux sociaux sains, comme la famille et la communauté, proposer des formations de développement des compétences pour améliorer les compétences sociales et de gestion des conflits).
2. **Cognition** : évaluer et soutenir la déradicalisation (par exemple, en fournissant un accompagnement fondé sur la foi, des programmes qui renforcent la pensée critique, des programmes cognitifs et comportementaux).

3. **Santé mentale** : évaluer et améliorer la santé mentale (par exemple, fournir un soutien psychosocial, un accompagnement psychologique, un traitement contre les addictions).
4. **Réintégration fonctionnelle** : fournir une formation pédagogique/professionnelle pour aider à décrocher un emploi ⁽⁵⁷⁾.

Les approches de tutorat ont généralement pour objectif d'apporter un soutien aux personnes aidées en matière d'intégration sociale et de cognition. Dans cette optique, les aspects suivants doivent être pris en compte ou présents lors de la mise en place d'un programme de tutorat :

1. Une vision claire du profil des personnes du groupe cible : quels problèmes (principaux) ils peuvent rencontrer et quels types d'approches sont considérées comme nécessaires pour les aider à se réadapter et à développer les compétences requises pour donner une autre direction à leur vie, dans la légalité.
2. Une compréhension claire de la radicalisation et des chemins menant à la radicalisation. De nombreuses interventions reposent sur une compréhension insuffisante de la signification et des implications de la radicalisation ⁽⁵⁸⁾. En outre, il est important de définir ce que l'on entend par des termes tels que « marginalisation » et « exclusion sociale », qui sont souvent utilisés sur le terrain, mais sans que leur définition ait été clairement définie et partagée avec tous les membres du personnel d'un programme.
3. Une théorie du changement bien développée. Une théorie du changement simplifiée pourrait ressembler à ceci : « Plus un individu évolue dans des contextes prosociaux et des activités liées à une institution bien établie d'une société, comme la vie professionnelle, l'éducation, la famille, le sport et les réseaux prosociaux, moins il devient intéressant pour lui de continuer à participer à des activités et à des environnements extrémistes violents, et plus les attitudes extrêmes de la personne deviendront nuancées et s'effondreront. » Cette idée devrait être complétée par des concepts clairs sur la manière dont le programme vise à atteindre les objectifs énoncés dans cette théorie du changement. Une théorie du changement clairement développée et la définition d'objectifs pour les personnes aidées permettent également d'évaluer le programme. Il existe de nombreuses approches d'évaluation. Elles sont pour partie fondées sur des processus d'évaluation par des pairs et d'auto-évaluation, pour lesquels le RAN a développé un outil. D'autres approches s'appuient sur des approches quantitatives et qualitatives.
4. La structure formelle du programme. Elle doit inclure une hiérarchie et des responsabilités clairement établies, en particulier dans les situations sensibles : Qui est responsable de quoi ? À qui les tuteurs doivent-ils rendre des comptes (et dans quelles circonstances) et/ou s'adresser lorsque des situations difficiles ou potentiellement dangereuses se produisent ? Idéalement, ceci devrait conduire à l'élaboration de directives structurelles claires auxquelles tous les tuteurs peuvent se conformer.
5. Une stratégie claire pour le recrutement de tuteurs, de bénéficiaires et, éventuellement, d'autres parties prenantes. Connaître le groupe cible et les problèmes auxquels il peut être confronté permet d'identifier les critères à utiliser pour sélectionner les tuteurs, ainsi que les compétences qu'ils doivent posséder. Le profil recherché chez le tuteur doit refléter le but du programme : réadaptation ou prévention.
6. Des tuteurs qui mettent à profit la formation et l'éducation qu'ils ont reçues dans le domaine de la prévention tertiaire. Il est important de s'allouer les services de personnes qui ne portent pas de jugement et qui font preuve d'empathie et de tolérance. Elles doivent aussi posséder ou avoir le potentiel nécessaire pour développer des qualifications spécifiques telles que la capacité d'appliquer « l'apprentissage situé » et la « thérapie du milieu » dans le cadre des interactions menées. Parallèlement, elles doivent procéder à des « entretiens motivationnels » à l'occasion de discussions et mettre en place des approches similaires visant à faciliter le développement personnel et le changement. De plus, les tuteurs doivent connaître ou apprendre certains aspects de la culture et des pratiques sociales du groupe cible spécifique ainsi que les principes de base de la radicalisation.
7. Des tuteurs qui peuvent s'appuyer sur des qualités personnelles positives dans le cadre de la prévention secondaire. Des qualités sociales et personnelles telles que l'empathie, la fiabilité, la tolérance, la réflexion et une bonne capacité d'écoute sont des atouts personnels importants. Les futurs tuteurs

⁽⁵⁷⁾ Papp et al., The role of civil society organisations in exit work.

⁽⁵⁸⁾ Lid & Christensen, Risikovurderinger og reintegrering av radikaliserede individer i Norden.

doivent recevoir une formation complémentaire sur les sujets mentionnés ci-dessus. Le recrutement de tuteurs d'après leurs qualités personnelles permet aux programmes d'élargir leur portée et d'attirer de futurs tuteurs présentant des profils très divers et qui recevraient une formation après leur travail et seraient soutenus par un programme.

8. L'évaluation des risques est-elle nécessaire ? Si oui, qui a la capacité, la formation et les connaissances nécessaires pour la réaliser ? L'évaluation des risques est particulièrement utile pour les approches de tutorat mises en place dans le domaine de la prévention tertiaire auprès d'(anciens) délinquants violents.
9. Un programme de formation destiné aux tuteurs devrait être mis en place pour garantir une certaine norme de qualité et un niveau défini de compréhension et d'éthique commune lors des interactions avec les personnes aidées. De plus, il est important de déterminer si, comment et à quelle fréquence les tuteurs doivent être supervisés. Les tuteurs peuvent être fortement influencés par les problèmes souvent délicats, les combats et les expériences potentiellement violentes des bénéficiaires. Ils peuvent donc avoir besoin d'un soutien pour faire face à ces situations. En outre, les personnes aidées peuvent essayer de les manipuler et de les radicaliser. C'est la raison pour laquelle il est vivement conseillé de mettre en place des structures de supervision standardisées ainsi que des comités d'examen des dossiers.
10. La constitution des couples de tuteurs et de bénéficiaires dépend de l'objectif du programme et des possibilités. Aucun programme ne peut mettre à disposition un nombre infini de tuteurs pouvant être associés aux personnes aidées. Pourtant, la constitution des binômes dépend de l'objectif du programme et de la théorie du changement. Elle dépend aussi largement du groupe cible. Comme l'illustre l'exemple d'EXIT Suède, dans certains cas, il peut être important que des tuteurs aient le même vécu que le groupe cible qui, dans ce cas, était principalement composé de jeunes hommes blancs. En effet, *au départ*, plus un tuteur présente de similitudes avec la personne aidée, plus il est facile de développer une relation de confiance ⁽⁵⁹⁾ (dans d'autres cas, une femme pourra mieux correspondre au groupe ciblé). Cependant, à mesure que les bénéficiaires progressaient et se montraient plus ouverts aux interactions avec des personnes aux profils plus diversifiés, il est devenu important de les mettre en contact avec des femmes et des personnes d'origines ethniques diverses employées par le programme. Au Kenya, les groupes cibles étaient composés à la fois d'hommes et de femmes. Par conséquent, les tuteurs étaient des deux sexes. Les critères de constitution des binômes dépendent donc du contexte et des profils des personnes aidées, auxquels les tuteurs doivent correspondre à un certain degré qui doit être défini préalablement.
11. Si des extrémistes repentis sont impliqués en tant que tuteurs, il est primordial que leur expérience passée soit liée à une pratique délibérée pour qu'elle devienne une connaissance utile et une ressource pertinente pour les programmes de tutorat. Une façon de mettre en place une pratique de ce type consiste à combiner les connaissances des repentis concernant les pratiques sociales et culturelles avec les outils de réflexion des travailleurs sociaux et à proposer une formation et une supervision permettant de conditionner leurs expériences ⁽⁶⁰⁾.
12. L'objectif du tutorat est d'aider le bénéficiaire dans son cheminement vers une vie meilleure, loin de l'extrémisme violent. Il est donc important de disposer d'une méthode ou d'une approche pour fixer des objectifs. Définir comment les tuteurs posent des questions, écoutent, analysent les histoires de vie des personnes aidées et identifient ce qu'elles ont vécu aide à fixer avec eux des objectifs réalistes pour leur avenir ⁽⁶¹⁾. Bien qu'il soit plus approprié et motivant pour les personnes aidées de formuler elles-mêmes leurs objectifs, cela peut s'avérer difficile dans la mesure où elles ne savent pas forcément ce dont elles ont besoin pour aller de l'avant et ont parfois seulement une vague idée du type de vie qu'elles visent. Par ailleurs, elles peuvent ne pas être en mesure d'évaluer de manière réaliste ce qui est réalisable et ne pas avoir la capacité d'exprimer leurs souhaits, leurs besoins et leurs idées. Il est donc important que les tuteurs apprennent à animer une discussion encourageant les bénéficiaires sans pour autant leur

⁽⁵⁹⁾ Dalsgaard-Nielsen, Promoting Exit from Violent Extremism.

⁽⁶⁰⁾ Christensen, "I had never reached those Nazi guys".

⁽⁶¹⁾ Christensen et al., Strengthening Resilience to Violent Extremism.

apporter « toutes » les réponses. Les personnes aidées ont donc besoin de temps et de soutien pour développer un sentiment d'indépendance par rapport aux objectifs qu'elles visent ⁽⁶²⁾.

Les objectifs peuvent, par exemple, s'inspirer de ceux du modèle SMART. S pour « simple », désigne l'importance que les objectifs soient spécifiques et simples. M pour « mesurable » correspond au fait que les objectifs doivent être mesurables. En fixant des objectifs mesurables, il est possible de suivre les progrès de la personne ou de s'assurer qu'on l'a incitée à faire plus. A signifie Accessible. Il est important que l'objectif soit réalisable par la personne aidée compte tenu de sa situation personnelle, de ses ressources et de ses compétences. R signifie Pertinent. L'évolution et le développement personnels peuvent englober des domaines très divers, y compris des choses simples. T signifie Temps. Dans quel délai une personne aidée peut-elle espérer atteindre son ou ses objectifs ? L'établissement d'un calendrier et d'étapes aidera les bénéficiaires à atteindre leurs objectifs (pour en savoir plus sur ce point, voir Christensen et al. 2020).

13. Il est utile de mettre en place une coopération avec d'autres acteurs du secteur public et de la société civile ayant la capacité d'évaluer et de gérer les problèmes liés à la santé mentale et à la réintégration fonctionnelle de la personne. Il peut être nécessaire de prendre en charge d'éventuels problèmes connexes, tels que la toxicomanie et les troubles de santé mentale, parallèlement au processus de tutorat. Il est tout aussi important de coopérer avec des conseillers en recherche d'emploi, des conseillers d'orientation et/ou des partenaires qui proposent une formation professionnelle pour aider la personne à avancer dans les délais prévus afin qu'elle reste motivée et que l'intervention globale puisse porter ses fruits ⁽⁶³⁾. De plus, il est important soit de lier une approche de tutorat à des communautés spécifiques, soit d'identifier des communautés dans lesquelles la personne aidée pourrait éventuellement être intégrée avec le soutien du tuteur ⁽⁶⁴⁾. Des études révèlent que les personnes aidées dans le domaine de la prévention tertiaire, outre le fait qu'elles se connaissent mal, ont aussi une connaissance limitée des questions sociétales, politiques et culturelles en général ⁽⁶⁵⁾. Il est donc capital de les aider à mieux se connaître et à mieux comprendre la situation des autres, par exemple en travaillant et/ou en effectuant des activités quotidiennes, si nécessaire avec l'aide de leurs tuteurs ⁽⁶⁶⁾.

Principaux problèmes et risques faisant obstacle à la réussite des programmes de tutorat

- Formulation vague voire absence de théorie du changement.
- Compréhension vague des voies ayant mené les individus à rejoindre des groupes extrémistes violents et à se radicaliser, et absence de définition du ou des groupes cibles du programme.
- Compréhension vague des caractéristiques spécifiques du groupe cible et des pratiques sociales et culturelles à l'œuvre au sein de l'environnement extrémiste violent qu'elles représentent. Ces dernières années, par exemple, les problèmes de santé mentale sont réapparus comme étant un facteur susceptible de contribuer aux processus de radicalisation. Parfois, toutefois, l'hypothèse que des candidats au programme présentent des troubles de santé mentale, sans qu'un véritable diagnostic ait été posé, conduit à formuler des explications simplifiées de la radicalisation, ce qui aura des répercussions sur le travail de tutorat et de réadaptation. Les diagnostics de santé mentale ne doivent être posés que par des professionnels spécialement formés.
- Stratégies floues pour approcher le groupe cible et processus de transmission des dossiers peu clairs. Des acteurs de l'État et des municipalités ont été chargés de mettre en place des initiatives de

⁽⁶²⁾ Christensen, A question of participation.

⁽⁶³⁾ Marsden, Reintegrating Extremists; Fisher et al., Evaluation of 'Strengthening Resilience to Violent Extremism; Christensen et al., Strengthening Resilience to Violent Extremism; Papp et al., The role of civil society organisations in exit work.

⁽⁶⁴⁾ Marsden, Reintegrating Extremists.

⁽⁶⁵⁾ Christensen, A question of participation.

⁽⁶⁶⁾ Ibid.

réintégration d'extrémistes violents repentis dans la société. Ils se sont ainsi exposés à un risque d'échec important compte tenu du niveau très faible, voire nul, de confiance que leur accorde le groupe cible ⁽⁶⁷⁾.

- Manque de clarté des objectifs des approches de tutorat, de leurs buts et de ce à quoi peut ressembler un tutorat réussi.
- Manque de formation, de supervision et d'éthique, de logique et de compréhension commune des acteurs du programme.
- Manque de fonds et donc de continuité des programmes entraînant une perte de personnel, de connaissances et de savoir-faire.
- Structures hiérarchiques et de responsabilité peu claires, notamment en ce qui concerne la relation des tuteurs et d'autres aspects potentiels d'un programme global de réadaptation.

Récapitulatif de ce qu'il faut faire et ne pas faire

À faire	À ne pas faire
<p>Avoir une vision et une connaissance claires du groupe cible et des voies de radicalisation correspondantes.</p> <p>Avoir une théorie du changement bien développée.</p> <p>Établir une structure formelle pour votre programme.</p> <p>Avoir une stratégie claire pour le recrutement de tuteurs, de bénéficiaires et, éventuellement, de parties prenantes.</p> <p>Établir de bonnes relations et des mécanismes de coopération avec les parties prenantes externes concernées.</p> <p>Veiller à ce que les tuteurs soient empathiques et tolérants et à ce qu'ils reçoivent une formation adaptée avant d'être autorisés à travailler avec des bénéficiaires (aussi pour éviter qu'ils soient manipulés).</p> <p>Développer une compréhension claire de ce que l'on entend par « tutorat réussi ».</p>	<p>Ne pas agir en se basant sur une intuition et de faibles présomptions concernant les cultures, les dynamiques, les pratiques et les processus de radicalisation de l'extrémisme violent.</p> <p>Ne pas faire l'impasse sur l'évaluation des risques.</p> <p>Ne pas laisser le niveau d'éducation et de connaissances du tuteur dans le domaine dépendre de ses centres d'intérêts.</p> <p>Ne pas recruter de repentis en tant que tuteurs sans s'être préalablement assuré qu'ils ont bien suivi une formation appropriée, fait l'objet de vérifications et mis une distance suffisante entre leur implication et leur processus de réadaptation et de sortie.</p> <p>Ne pas constituer de couples tuteurs/bénéficiaires en s'appuyant sur ses intuitions, mais en se basant sur les qualifications des tuteurs et les besoins des bénéficiaires.</p>

⁽⁶⁷⁾ Koehler, D. (2017). Understanding Deradicalization. Methods, Tools and Programs for Countering Violent Extremism. Routledge; Christensen, T. W. (2019). Civil actors' role in deradicalisation and disengagement initiatives: When trust is essential. Dans S. J. Hansen & S. Lid (Eds), Routledge Handbook of Deradicalisation and Disengagement (pp. 143-155). Routledge.

Pour approfondir

La mise en place d'un programme de tutorat soulève plusieurs questions. Les lectures suggérées donnent un aperçu de différentes approches de réintégration et fournissent des exemples de programmes. Le rapport d'évaluation de STRIVE II aborde en particulier tous ces aspects, qu'il est crucial de prendre en compte lors de la mise en place d'un programme de tutorat.

1. Fisher, T., Range, D., & Cuddihy, J. (2020). *Evaluation of 'Strengthening Resilience to Violent Extremism (STRIVE II) in Kenya', Final Report*. Union européenne, CT-MORSE. <https://ct-morse.eu/resource/evaluation-of-strive-ii-in-kenya/>
2. Christensen, T. W., Freear, M., & Suleiman, H. (2020). *Strengthening Resilience to Violent Extremism – STRIVE II. A mentorship manual for countering violent extremism in Kenya*. Royal United Services Institute. https://static.rusi.org/strive_ii_manual_final_web_version.pdf
3. Marsden, S. V. (2017). *Reintegrating extremists: Deradicalisation and desistance*. Palgrave Pivot.
4. Spalek, B., & Davies, L. (2012). Mentoring in relation to violent extremism: A study of role, purpose, and outcomes. *Studies in Conflict & Terrorism*, 35(5), 354-368.
5. Christensen, T. W. (2023). "I had never reached those Nazi guys without their help" Being a former becoming a mentor - and the value of using formers in exit work. Dans G. Clubb, R. Scrivens, & M. D. Islam (Eds), *Former extremists: Roles in preventing and countering violence*. Oxford University Press (dans la presse).
6. Christensen, T. W. (2015). When good intentions are not enough - A successful mentor-mentee relation requires a deliberated practice. *Psyke & Logos*, 36(1), 242-265.

À propos de l'auteur :

Tina Wilchen Christensen est consultante de haut niveau, formatrice et chercheuse dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Elle a travaillé en tant que conseillère en tutorat pour le Royal United Services Institute (RUSI) au Kenya et a assuré la formation de tuteurs, dans le cadre de programmes et d'approches de lutte contre l'extrémisme violent aux niveaux national et international. Elle possède une connaissance approfondie des approches basées sur le tutorat et de la façon d'adapter les programmes de tutorat pour encourager les processus de sortie et de réintégration des bénéficiaires. Ces dernières années, Mme Christensen s'est consacrée à l'évaluation des risques et à l'approche interinstitutionnelle scandinave en place dans les pays nordiques. Elle est l'auteur d'articles, de rapports et de chapitres d'ouvrages sur des thèmes liés à la lutte contre l'extrémisme violent. Pour plus d'informations et accéder aux articles et rapports, consultez www.humanculture.dk

Bibliographie

- Bertelsen, P. (2015). Danish preventive measures and de-radicalization strategies: The Aarhus model. Dans W. Hofmeister, P. Rueppel, & M. Sarmah (Eds), *From the desert to world cities - The new terrorism* (pp. 241-253). Konrad-Adenauer-Stiftung.
- Bertelsen, P. (2018). Mentoring in anti-radicalisation. LGT: A systematic assessment, intervention and supervision tool in mentoring. Dans G. Overland, A. J. Andersen, K. E. Førde, K. Grørdum & J. Salomonsen (Eds), *Violent extremism in the 21st century : International perspectives* (pp. 312-352). Cambridge Scholars Publishing.
- Bjørgero, T. (2009). Processes of disengagement from violent groups of the extreme right. Dans T. Bjørgero & J. Horgan (Eds), *Leaving terrorism behind. Individual and collective disengagement* (pp. 39-49). Routledge.
- Par un ancien tuteur d'Aarhus, au Danemark. (2019). Mentoring and deradicalisation. Dans S. Jayakumar (Ed.), *Terrorism, Radicalisation & Countering Violent Extremism, Practical Considerations & Concerns* (pp. 19-28). Palgrave Pivot.
- Christensen, T. W. (2015). *A Question of Participation – Disengagement from the Extremist Right. A case study from Sweden* [Thèse de doctorat]. Université de Roskilde.
- Christensen, T. W. (2015). How extremist experiences become valuable knowledge in EXIT programmes. *The Journal for Deradicalization*, 3(Summer), 92-134. <https://journals.sfu.ca/jd/index.php/jd/article/view/18>
- Christensen, T. W. (2019). Former right-wing extremists' continued struggle for self-transformation after an exit program. *Outlines. Critical Practice Studies*, 20(1), 4-25, <https://doi.org/10.7146/ocps.v20i1.114709>
- Christensen, T. W. (2019). *Lessons learned from P/CVE youth mentorship*. Royal United Services Institute.
- Christensen, T. W. (2023). "I had never reached those Nazi guys without their help" Being a former becoming a mentor - and the value of using formers in exit work. Dans G. Clubb, R. Scrivens, & M. D. Islam (Eds), *Former extremists: Roles in preventing and countering violence*. Oxford University Press (dans la presse).
- Christensen, T. W., Freear, M., & Suleiman, H. (2020). *Strengthening Resilience to Violent Extremism – STRIVE II. A mentorship manual for countering violent extremism in Kenya*. Royal United Services Institute. https://static.rusi.org/strive_ii_manual_final_web_version.pdf
- Christensen, T. W., Lindekilde, L., Sivenbring, J., Bjørgero, T., Magnæs Gjelsvik, I., Solhjell, R., Haugstvedt, H., Malmros, R. A., Kangasniemi, M., & Kallio, H. (2023). "Being a Risk" or "Being at Risk": Factors shaping negotiation of concerns of radicalization within multiagency collaboration in the Nordic countries. *Democracy and Security* [en ligne]. <https://doi.org/10.1080/17419166.2023.2220117>
- Dalsgaard-Nielsen, A. (2013). Promoting exit from violent extremism: Themes and approaches. *Studies in Conflict & Terrorism*, 36(2), 99-115. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2013.747073>
- Fisher, T., Range, D., & Cuddihy, J. (2020). *Evaluation of 'Strengthening Resilience to Violent Extremism (STRIVE II) in Kenya', Final Report*. Union européenne, CT-MORSE. https://ctmorse.wpenginepowered.com/wp-content/uploads/2018/01/evaluation-of-strive-ii-final-report-september-2020-version-for-publication_lm-2.pdf
- Lid, S., & Christensen, T. W. (2023). *Risikovurderinger og reintegrering av radikalisererte individer i Norden*. NIBR-RAPPORT 2023:6, By- og regionforskningsinstituttet NIBR, Oslo Met - Storbyuniversitetet.
- Marsden, S. V. (2017). *Reintegrating extremists: Deradicalisation and desistance*. Palgrave Pivot.

Maruna, S. (2004). Desistance from crime and explanatory style: A new direction in the psychology of reform. *Journal of Contemporary Criminal Justice*, 20(2), 184-200. <https://doi.org/10.1177/1043986204263778>

Papp, S. Z., Örell, R., Meredith, K., Papatheodorou, K., Tadjbakhsh, S., & Brecht, H. (2022). *Rôle des organisations de la société civile dans le travail de sortie*. Offices de publications de l'Union européenne. https://home-affairs.ec.europa.eu/system/files/2022-07/ran_paper_role_civil_society_organisations_exit_work_052022_fr.pdf

Spalek, B., & Davies, L. (2012). Mentoring in relation to violent extremism: A study of role, purpose, and outcomes. *Studies in Conflict & Terrorism*, 35(5), 354-368. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2012.666820>

van de Donk, M., Uhlmann, M., & Keijzer, F. (2019). *Manuel d'examen par les pairs et d'auto-examen pour le travail de sortie*. Centre d'excellence du RAN. https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2020-04/ran_exit_peer_self_review_manual_for_exit_work_fr.pdf

Walkenhorst, D., Baaken, T., Ruf, M., Leaman, M., Handle, J., & Korn, J. (2020). *Manuel de réadaptation - Réadaptation des délinquants radicalisés et terroristes pour les praticiens de première ligne* Réseau de sensibilisation à la radicalisation. https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2020-11/ran_rehab_manual_fr.pdf

White, M. (2006). *Narrativ teori*. Hans Reitzels Forlag.

TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UE

En ligne

Vous trouverez des informations sur l'Union européenne dans toutes les langues officielles de l'UE sur le site internet Europa à l'adresse suivante : https://european-union.europa.eu/index_fr

Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander les publications gratuites et payantes de l'UE sur la page : <https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>. Plusieurs exemplaires de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (consultez le lien https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'UE et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'UE, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu>

Données ouvertes de l'UE

Le portail des données ouvertes de l'UE (<http://data.europa.eu/euodp/fr>) permet d'accéder à l'ensemble de données de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non.

Radicalisation Awareness Network

RANI

Practitioners

